

*Le budget*

tes des députés d'en face et du Nouveau Parti démocratique. Nous allons faire face à la réalité, et voilà pourquoi nous disons que ce budget c'est un budget réaliste.

J'ai déjà mentionné les performances gouvernementales en matière de dépenses et ce qui s'est fait d'important depuis un certain temps—la réduction des effectifs de la fonction publique, le fait qu'en 1990 la fonction publique n'est pas plus nombreuse qu'il y a plusieurs années. Il y a 12 300 personnes de moins à la fonction publique du Canada. J'ai parlé de Postes Canada et de ce que maintenant elle dégage un excédent, alors qu'il y a des années elle avait un déficit de 600 millions de dollars. Il en va de même dans d'autres secteurs.

Il serait trop long d'énumérer les autres initiatives importantes que nous avons prises. Mais permettez-moi de vous quitter sur cette pensée, madame la Présidente, mesdames et messieurs les députés: il a fallu que les Canadiens en paient le prix. Cela nous le comprenons. Par ses impôts, la population canadienne a fait énormément pour redresser l'économie nationale. Oui, les recettes du Canada sont passées de 70 milliards en 1984 à près de 120 milliards pour le prochain exercice, et cela c'est l'oeuvre de la population canadienne. Elle mérite notre respect, et nous savons qu'elle ne l'a pas fait sans sacrifices et sans peine. Nous savons que les gens ont payé plus d'impôt. Mais j'espère qu'ils comprennent que cet effort va rapporter. Ce qu'il va rapporter c'est une économie solide, une économie respectée non seulement à l'intérieur mais partout dans le monde.

Nous savons que la fonction publique fait sa part. Ses effectifs ont été réduits et j'espère qu'elle comprend que cette initiative était nécessaire et souhaitable. Elle a reçu des augmentations de salaires inférieures au taux d'inflation, dans bien des cas. Elle apporte ainsi une énorme contribution à l'économie canadienne parce qu'elle montre à toute la population active du Canada, à tous les travailleurs, nous compris que c'était le critère à respecter, la règle à suivre.

Les fonctionnaires du Canada méritent des félicitations pour avoir accepté, il y a quelques mois, par l'intermédiaire de l'Alliance de la fonction publique, les augmentations de salaires qu'ils ont eues. Cent cinquante mille d'entre eux ont consenti à recevoir une augmentation de salaire d'environ 4 p. 100. C'est en acceptant les réalités de l'économie de cette façon que le Canada deviendra fort. Les Canadiens font leur part en payant

plus d'impôts et de taxes. Les fonctionnaires font la leur en subissant une réduction de leurs effectifs et en acceptant des augmentations de salaires raisonnables.

Voilà ce qui permet à l'économie d'atteindre son état actuel. Dans quel état est-elle? Plus de 1,5 million d'emplois ont été créés au Canada au cours des cinq dernières années. Ce sont de bons emplois, des emplois à plein temps—dont 900 000 sont allés à des femmes—et non des emplois à temps partiel, mais des emplois dans les sciences et la technologie et dans d'autres domaines, des emplois qui seront là demain et pour longtemps encore.

Nous avons toujours dit que l'essentiel de notre politique devait être de donner de l'emploi aux Canadiens. Quand j'ai été élu pour la première fois, quelqu'un m'a dit: «Vous pouvez parler d'inflation. Vous pouvez parler de divers problèmes. Vous pouvez bien parler des taux d'intérêt élevés, mais si je n'ai pas d'emploi je ne peux rien faire, donc, donnez-moi un travail et alors je pourrais m'inquiéter des taux d'intérêt, de l'inflation, du coût de la vie et des autres problèmes des familles canadiennes.» Si vous n'avez pas d'emploi, vous ne pouvez rien faire.

C'est pour cela que nous avons fait de l'emploi une priorité et c'est pour cela que 1,5 million d'emplois ont été créés. C'est pour cela aussi que le taux de chômage a cessé d'être supérieur à la dizaine et est tombé à 7,8 p. 100 en janvier 1990. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de chômage. Bien sûr qu'il y en a à Terre-Neuve, dans certaines parties de la Nouvelle-Écosse et dans toute la région atlantique, dans le nord de l'Ontario et ailleurs. Nous luttons constamment contre le chômage au moyen de nos programmes de formation et d'autres initiatives.

Le gouvernement et le premier ministre ne perdront jamais de vue le fait que l'emphase est sur la création d'emplois, de sorte que tous les Canadiens puissent travailler, et c'est à cette fin que nous déployons toutes nos énergies. Nous sommes d'avis et nous l'avons dit souvent—mais il est bon de le répéter—que le meilleur programme social est le plein emploi. C'est à ce but qu'il faut travailler.

L'objet du budget, et je ne pense pas que quiconque puisse le nier, est d'équilibrer les recettes et les dépenses et de réduire le déficit. Nous avons réduit les dépenses de 3 milliards, principalement en limitant les paiements de transfert. Personne ne nie cela et même le ministre des Finances ne prétend pas le contraire.